

---

## **Chronologie de la grève des usines RENAULT - hiver/printemps 1995**

---

### **Lundi 6 mars**

Journée d'action à l'appel de la CGT et de la CFDT afin de faire pression sur la direction générale avant les négociations salariales prévues pour le lendemain.

A Lardy, centre d'études Renault, 400 travailleurs sur le millier que compte le site, débraient et décident en assemblée générale de reconduire le mouvement pour les jours suivants.

On observe également des débrayages massifs à Flins.

A Boulogne-Billancourt 400 salariés se mettent en grève.

### **Mardi 7 mars**

La direction de Renault annonce une augmentation générale de 1% des salaires couplée avec 1,2% d'augmentation individuelle et 0,3% de prime d'ancienneté.

### **Mercredi 8 mars**

Ecoeurés par l'aumône de la direction, quelques centaines d'ouvriers de *Sellerie-Mécanique* de l'usine de Flins se mettent spontanément en grève dès la prise de poste le matin. Un cortège se forme et entraîne une partie de l'usine dans la grève.

Les syndicats CGT-CFDT-CFTC-FO, pris de court lancent un appel à une journée d'action sur tout le groupe pour le 14 mars.

### **Jeudi 9 mars**

Les syndicats tentent de reprendre le contrôle du mouvement à Flins en se constituant en Intersyndicale. Des meetings ont été organisés à chaque prise d'équipe. La grève est suivie par 2000 à 2500 travailleurs, soit le tiers des effectifs totaux de l'usine.

A Sandouville, 16% des travailleurs débraient pendant une heure.

### **Vendredi 10 mars**

A Flins, les bonzes syndicaux proposent d'aller bloquer l'autoroute A13, type d'action de défoulement totalement inefficace et chérie par la CGT. Pendant ce temps, la direction de l'usine, très active, menace les intérimaires, afin de les dissuader de rejoindre le mouvement, et mobilise la maîtrise et les cadres en vue de l'affrontement avec les grévistes. La production est fortement perturbée (142 Clio sur 930 d'ordinaire et 207 Twingo sur 810).

### **Samedi 11 mars**

A Flins l'encadrement tente de redémarrer les chaînes mais il est stoppé par les grévistes qui manifestent l'intention d'occuper l'usine.

### **Lundi 13 mars**

Les syndicats précisent leurs revendications salariales. La CFDT réclame une hausse générale des salaires de 5%, tandis que la CGT surenchérit à 20%, soit « *1.500 francs pour tous* ». Pour FO et la CGC, l'augmentation doit être au moins équivalente à celle de PSA, soit 2,2% d'augmentations générales.

### **Mardi 14 mars**

La journée d'action syndicale est suivie par quelque 26.000 salariés du groupe.

A Flins, on compte 25% de grévistes. La moitié d'entre eux ont cessé le travail pour la journée entière, tandis que les autres débraient une heure ou deux.

Au Mans, 1817 salariés sur 4372 arrêtent le travail (41,5% de l'effectif total) et décident de reconduire le mouvement.

A Cléon il y a 1500 grévistes.

A Lardy : Grève totale, 300 travailleurs partent rejoindre les grévistes de Rueil et défilent dans les ateliers du centre d'études.

A Choisy-le-Roi : 450 à 500 travailleurs en grève le matin ont été rejoints par 200 ouvriers de l'équipe de l'après-midi. L'occupation totale de l'usine est décidée. C'est un moment important de la grève, car ce site approvisionne en amortisseurs les grandes usines de montage du groupe.

A Douai, la journée d'action est peu suivie. FO-CFDT se déclarent carrément hostiles à la grève, tandis que la CGT appelle à deux heures de débrayages.

A Boulogne-Billancourt, 800 salariés du site sont rejoints par 1500 grévistes de Rueil et de Lardy. Les délégués centraux de la CFDT-CGT-FO sont reçus au siège de la direction générale, mais ils reviennent sans que celle-ci ait fait la moindre proposition nouvelle. Devant la pusillanimité des syndicats, quelques dizaines de jeunes prolétaires réagissent en sifflant les délégués et en proposant d'occuper le siège et de séquestrer la direction.

### **Mercredi 15 mars**

A Flins : 1200 ouvriers sont toujours en grève totale, des milliers d'autres débraient sporadiquement et dans le désordre pour se rendre aux assemblées générales. LO constitue un auto-proclamé « *comité de grève* » en *Sellerie-Mécanique* qui reprend l'essentiel des revendications de la CGT, notamment les *1.500 francs pour tous*.

Au Mans : 2000 ouvriers débraient deux heures, certains agents de maîtrise les soutiennent.

A Lardy et à Choisy, où les travailleurs débraient 4 heures par jour, le mouvement est reconduit.

A Douai, l'usine est mise en chômage technique suite au blocage des portes de l'usine de Choisy.

### **Jedi 16 mars**

A Flins : les techniciens des *Méthodes* débraient deux heures le matin. La direction tente, une nouvelle fois en vain, de faire repartir les chaînes en mobilisant l'encadrement.

Au Mans : les ETAM se joignent de plus en plus nombreux aux débrayages sporadiques. Devant cette mobilisation inédite des ETAM, la CGC réclame la réouverture immédiate des négociations et une nouvelle augmentation générale des salaires dès le premier mai.

A Cléon : 18% des ouvriers cessent de travailler pendant une heure et demie.

### **Vendredi 17 mars**

Les quotidiens patronaux *Les Echos* et *Le Monde* notamment, expriment l'inquiétude des capitalistes et de l'Etat en titrant sur la paralysie du groupe RENAULT : « *Les usines de Renault sont prises au piège du 'juste-à-temps'* », « *Le piège des flux tendus commence à se refermer sur Renault* ». En effet, après seulement 9 jours de conflit, les usines de Douai et de Sandouville sont arrêtés pour faute de pièces détachées.

La grève continue à Flins, où Clio et Twingo ne sortent plus des chaînes. En *Sellerie-Mécanique*, 300 ouvriers sont en grève totale.

A Lardy : Le comité de grève organise le blocage des voies du RER.

Au Mans, la direction décide de mettre 1500 ouvriers de production au chômage technique.

### **Lundi 20 mars**

Les syndicats appellent à une nouvelle journée d'action pour le lendemain et à une manifestation devant le siège de la société à Boulogne-Billancourt, où des nouvelles négociations salariales sont prévues.

Au Mans : Défilé interne de 1000 ouvriers refusant le lock-out de la direction. L'usine est partiellement bloquée.

A Choisy : 9 grévistes, dont 5 CGT, 1 FO et 3 non-syndiqués, sont convoqués par lettre recommandée à un entretien préalable au licenciement par faute grave et assigné en référé pour entrave à la liberté du travail devant le tribunal d'instance. Le juge ordonne la levée des piquets sous peine d'astreinte de 500 francs par jour.

A Ingrandes (Vienne) : Les ouvriers des *Fonderies du Poitou* (carters, culasses), filiale de Renault, rejoignent leurs camarades en grève. Ils réclament 500 francs d'augmentation pour tous. La grève est suivie par la quasi-totalité des salariés et un piquet est formé aux portes de l'usine.

### **Mardi 21 mars**

Plusieurs milliers de travailleurs manifestent à l'appel des syndicats Quai Point-du-Jour, où les délégués négocient avec la direction générale. Après huit heures de pourparlers, celle-ci accorde 2,5% d'augmentations générales des salaires pour l'année '95, dont 1% au 1er mars « *comme ce qui avait été annoncé le 7 mars dernier* », 0,5% au 1er avril et 1% au 1er octobre. A ces hausses s'ajoute une augmentation du Complément de salaire Mensuel Uniforme (CMU). Le CMU s'élèvera à 70 francs au 1er avril et 30 francs au 1er novembre. En moyenne, cette évolution revient à une progression de 0,5%. En outre, 1,2% est accordé au titre des augmentations individuelles. En fait, la direction lâche en une fois ce que de toute façon elle aurait été prête à lâcher aux négociations salariales prévues en septembre. Pour un salaire moyen, l'augmentation totale se monte à peu près à 300 francs brut. Au regard des 15 jours de grève, c'est dérisoire.

Au Mans, 3000 travailleurs manifestent.

A Cléon, 650 grévistes débraient deux heures et manifestent dans les rues d'Elbeuf.

A Choisy, les piquets de grève sont levés. Une assemblée générale de 150 ouvriers décide la grève pour la journée. Cependant, les camions transportant les pièces recommencent à entrer et sortir de l'usine.

A Lardy, 300 grévistes partent en délégation à Choisy pour soutenir les travailleurs sanctionnés.

Aux *Fonderies du Poitou*, la direction assigne 7 délégués pour entrave à la circulation des camions alors que ceux-ci sont tout juste ralentis par le piquet qui ne leur interdit nullement l'accès du site.

A Rueil, 3000 travailleurs réunis en assemblée générale se mettent en grève pour la journée.

A Flins, une délégation de 250 ouvriers prend part à la manifestation de Boulogne-Billancourt. A l'usine il n'y a plus que 700 grévistes environ qui s'opposent aux tentatives répétées de la direction pour remettre en route les chaînes.

### **Mercredi 22 mars**

Après les propositions de la direction, les syndicats manifestent une certaine prudence craignant « *une base très remontée* ». La CGT, par la voix de son administrateur M. Gérard Muteau, est partagée : « *La direction a commencé à nous entendre, mais il reste un écart énorme par rapport aux demandes des salariés.* » FO, elle, semble relativement satisfaite : « *On a avancé. 3% d'augmentations générales sur l'année, ce n'est pas négligeable...* » Quant à la CFDT, dirigée par l'ex-gauchiste Daniel Richter, elle joue la carte de la radicalité : « *Dans le cadre d'une négociation salariale à froid, cela aurait pu être acceptable. Mais aujourd'hui, c'est en deçà des attentes des salariés. Dans une situation aussi chaude qu'aujourd'hui, avec une fracture sociale aussi profonde, cela paraît insuffisant.* »

L'inquiétude gagne les hautes sphères de l'Etat. Dans un entretien au quotidien économique *La Tribune*, M. Edouard Balladur, premier ministre, déclare qu'« *il faut augmenter les salaires quand cela est possible.* »

A Choisy : Capitulation syndicale en rase campagne. Les ouvriers sont désorientés. Par voie de tract, l'Intersyndicale les appelle à reprendre le travail avant même l'ouverture des négociations avec la direction.

A Douai : Reprise du travail après une semaine de lock-out. La paix sociale dans cette usine est totale.

A Flins : Reconduction de la grève pour le lendemain ; les grévistes demandent le paiement des heures de grève.

#### **Jeudi 23 mars**

A Lardy, quelques centaines de salariés bloquent la route nationale 20.

A Flins, un millier de grévistes rejettent les propositions de la direction quant au paiement des heures de grève (18 heures et récupération de la production perdue sur 7 samedis).

#### **Vendredi 24 mars**

A Flins, la direction tente, une fois de plus, de faire démarrer la chaîne de production de la Twingo avec des intérimaires. Ces derniers sont menacés de renvoi s'ils n'obtempèrent pas. La maîtrise, l'encadrement et quelques non-grévistes parviennent à faire sortir des chaînes quelques dizaines de voitures. La négociation sur le paiement des heures de grève est ouverte. La direction accepte de payer 44 heures pour les travailleurs ayant fait entre 50 et 102 heures de grève. Les derniers grévistes finissent par accepter de reprendre le travail.

A Choisy, la direction d'usine transforme les 9 procédures de licenciement en avertissements et propose le paiement de 10 heures de grève ! Certains grévistes en comptaient près de 65 depuis le 16 mars.

#### **Samedi 25 mars**

Reprise du travail aux *Fonderies du Poitou*. Les salariés obtiennent 130 francs sur le salaire de base au 1er avril, plus 30 francs en octobre.

#### **Lundi 27 mars**

Reprise du travail à Flins.

A Lardy, l'assemblée générale décide la reconduction de la grève et la participation à une manifestation syndicale prévue pour le lendemain à Boulogne-Billancourt.

A Rueil, un millier de salariés manifestent dans les rues de la ville.

#### **Mardi 28 mars**

Réfugiée au Palais des Congrès, la direction de Renault par la bouche de son P.D.G., M. Louis Schweitzer, annonce le triplement de son bénéfice net d'impôts pour l'année '94, soit 3,6 milliards de francs.

A Boulogne-Billancourt, 1500 salariés venant pour la plupart de Rueil et Lardy manifestent sous le siège social de la firme.

Au Mans, 3000 travailleurs manifestent ainsi qu'à Sandouville, où le défilé rassemble 2000 personnes.

M. L. Schweitzer refuse d'aller plus loin dans les propositions salariales : « *Si on va au-delà de ces chiffres, surtout dans un système européen où la compétitivité est modifiée par les évolutions des monnaies, nous prenons des risques pour l'entreprise.* » En outre, il annonce la perte de 35.000 voitures pour un montant global de 200 à 300 millions de francs depuis le début des agitations ouvrières.

#### **Mercredi 29 mars**

Débrayages sporadiques d'une heure aux usines du Mans et Sandouville entraînant le quart du personnel.

A Lardy et à Rueil, le mouvement continue avec des arrêts du travail de deux à quatre heures par jour.

#### **Vendredi 30 mars**

Au Mans, le directeur d'usine, M. André Roche, envoie aux 5000 salariés du site une lettre où il stigmatise : « *Ceux qui incitent à des actions illégales ou s'en rendent responsables* » et brandit la menace de sanctions. Pour action illégale, M. A. Roche, désigne les débrayages d'une heure en relais avec l'occupation et le blocage de l'atelier. De plus, les tentatives de la maîtrise d'empêcher ce type d'action, provoquent des affrontements de plus en plus violents avec les ouvriers. Pour la direction d'usine, l'ambiance est « *épouvantable* », les prolétaires se livrant même au simulacre de pendaison d'un cadre non-gréviste.

#### **Samedi 1er avril**

Au Mans, la direction assigne 97 travailleurs en référé, tandis qu'à Rueil 6 grévistes sont menacés de licenciement.

#### **Lundi 3 avril**

Au Mans, des débrayages ont été suivis par une manifestation de 1500 travailleurs au Tribunal de grande instance, où sont jugés les 97 salariés de l'usine. Le Tribunal ordonne l'ouverture du site aux huissiers à des fins d'identification des perturbateurs, mais s'abstient de prononcer des sanctions.

A Rueil, 93% des 1059 grévistes qui se sont prononcés lors d'un vote à bulletin secret, décident de reconduire le mouvement et de bloquer les huit portes du centre technique.

A Lardy, 500 des 8 à 900 salariés présents bloquent l'entrée principale pour la journée. La CGT annonce la convocation d'une marche nationale des salariés Renault à Paris pour le 6 avril.

#### **Mardi 4 avril**

A Lardy a lieu une réunion syndicats/direction avec la participation de délégués des grévistes choisis en assemblée générale. Pour les salaires, la direction propose une prime d'intéressement de 700 francs.

Au Mans, les syndicats appellent les ouvriers à cesser les débrayages. A la place... ils organisent un pique-nique aux portes de l'usine ! Pour le quotidien *Libération*, c'est la « *méthode kermesse* » et « *un virage à 180 degrés... car tout semblait conduire au durcissement.* »

#### **Jeudi 6 avril**

La marche sur Paris de la CGT rassemble quelques milliers de manifestants qui se dirigent vers le siège social de la firme à Boulogne-Billancourt. Hormis une délégation conséquent de l'usine du Mans - 500 ouvriers -, la participation des autres sites, Sandouville, Cléon et Douai, demeure symbolique. De Flins se déplacent en dix... Le gros des troupes est composé de techniciens et d'ingénieurs de Rueil et de Lardy qui accueillent les ouvriers du Mans avec une chaleureuse haie d'honneur.

#### **Epilogue**

La marche du 6 avril constitue le chant du cygne du mouvement de grève des usines RENAULT initié pendant la première semaine de mars. On notait encore une semaine après des quelques arrêts sporadiques du travail au Mans et à Flins notamment, où les syndicats CGT-CFDT-FO appelaient le 12 avril les ouvriers à un débrayage d'une heure contre la venue dans l'usine de M. L. Schweitzer. 90 salariés répondent à l'appel, traduction vivante du sentiment d'écoeurement profond ressenti par les travailleurs devant cette énième mascarade symbolique des syndicats. En revanche, à Rueil, les travailleurs tiendront jusqu'au 15 mai, date à laquelle une majorité de grévistes décidera d'arrêter le mouvement. Dans ce centre technique, la CGT, tente encore aujourd'hui, diversement soutenue en cela par 3 à 400 salariés, de maintenir la pression par des « *actions* » d'éclat (participation bruyante, en tant qu'actionnaires salariés, à l'assemblée annuelle de présentation du compte d'exploitation de la firme), ou par la multiplication de mots d'ordre de grève de moins en moins suivis. L'assemblée générale

du matin, de plus en plus réduite, est aussi formellement maintenue en vie par ce syndicat afin de se cacher derrière un simulacre de « *démocratie ouvrière* ».

*Paris, 30.05.95.*